

## TRIBUNE CITOYENNE (2)

-----

### QU'ARRIVERA-T-IL SI LE POUVOIR DE BANGUI DECIDE DE MODIFIER LA CONSTITUTION

#### Huit (8) scénarii vers le chaos national

Par

**Ben Wilson NGASSAN**

*Journaliste-écrivain centrafricain*

*C'est désormais plus qu'une évidence, un groupuscule a décidé, reniant sa propre parole au Dialogue dit « républicain » de Bangui, d'entreprendre coûte que coûte la modification de notre loi mère promulguée en 2016, afin de permettre au Président Touadéra de confisquer le pouvoir pour un temps indéfini. Ce groupuscule, dirigé par un certain Héritier Doneng, de triste mémoire car chef de la milice présidentielle dénommée « les requins », vient de remettre à l'Assemblée Nationale un mémorandum en ce sens, à la suite d'une vaste campagne de signature contrainte ou rémunérée d'une soi-disant « pétition ». La manœuvre est claire, il s'agit de créer les conditions pour pouvoir prétendre demain que c'est le peuple qui a appelé à modifier la Constitution. Mais nul ne sera dupe ! La prochaine étape sera vraisemblablement, comme ce groupuscule et, derrière lui, le pouvoir de Bangui le souhaitent, l'autorisation d'aller au référendum, votée par une Assemblée nationale aux ordres, selon la traditionnelle méthode de l'achat des votes.*

*La guerre civile qui a failli éclater au sein de l'hémicycle de l'Assemblée nationale à l'occasion de l'évocation de cette question lors du Dialogue dit « Républicain » nous donne une idée de l'avenir qui se prépare. Cette chevauchée effrénée du régime vers le dévoiement de la loi mère porte en elle les germes d'un nouveau chaos national !*

*Le pouvoir le sait mais fait mine de ne pas savoir. Le présent texte vise à mettre ces éléments qui se murmurent encore sous le manteau sur la place publique, pour que personne ne puisse dire demain qu'il ne savait pas. Pour les besoins d'une bonne compréhension, nous avons décliné les conséquences de cette chevauchée effrénée et mortifère en huit (8) scénarii. Cette déclinaison, nous la faisons sous notre seule responsabilité, en collant au plus près à la réalité centrafricaine, avec bien évidemment quelques marges d'incertitudes sur les combinaisons possibles des facteurs. Les scénarii en question sont les suivants :*

### **1. *Les forces démocratiques feront bloc***

C'est, si l'on peut dire, le seul effet positif de cette chevauchée du malheur. Si, jusqu'à présent, le pouvoir de Bangui a usé de tous les moyens pour diviser les forces démocratiques, il est clair que ces forces sont amenées à s'unir autour du « Non au 3e mandat ! »

Le fait est que l'opposition démocratique n'a jamais été aussi unanime et radicale qu'aujourd'hui. Alors qu'elle avançait plutôt en ordre dispersée, l'on constate, depuis la réélection controversée du Président Touadéra, une certaine action concertée de la part des partis politiques qui composent cette opposition, et ce nonobstant les quelques défections provoquées récemment par le pouvoir, qui ne concernent finalement que quelques acteurs sans grand poids dans le jeu politique.

Avec la tentative en cours de modification de la Constitution, une autre force démocratique s'est aussi levée et s'est placée aux avant-postes de la lutte : c'est la société civile. Cette société civile ne fait pas mystère de sa détermination à faire échec au projet funeste du pouvoir. Il y a là une dynamique forte, portée par des personnalités elles aussi fortes, aussi bien à l'intérieur du pays que dans la diaspora centrafricaine.

Ces deux forces – société civile et opposition démocratique – devraient se rejoindre bientôt dans un bloc commun face au pouvoir.

### **2. *La RCA court vers un plus grand isolement diplomatique encore***

Chaque centrafricain a pu le constater : depuis deux ans, le pays est de plus en plus isolé sur le plan diplomatique. Cette situation ne fera que s'empirer si le pouvoir persiste dans sa tentative de modification de la loi mère.

Pour l'heure, il est vrai, la Communauté internationale est plutôt silencieuse. Le pouvoir de Bangui aurait cependant tort de considérer ce silence comme une caution. Les Chancelleries – à l'exception de celle de la Russie qui pousse Touadéra au 3e mandat dans son propre intérêt – sont vraisemblablement dans une phase de veille et d'observation de ce qui se passe. Le temps de la réaction ne paraît pas loin. Aussi bien la réélection d'Emmanuel Macron (malgré la lettre de félicitation sirupeuse du Président Touadéra), la guerre en Ukraine et les positions exigeantes du Président Américain, M. Joe Biden, sur les questions de démocratie, y conduisent tout droit.

**3. *Les conditions d'accès aux financements des bailleurs seront corrélativement durcies davantage***

Chacun sait que le budget de notre pays est financé à plus de la moitié par la générosité internationale. Ces financements sont placés sous condition notamment démocratiques. Cette condition correspond d'ailleurs aux engagements pris par la RCA en la matière, qui comprennent l'engagement à ne pas procéder à un changement anticonstitutionnel de gouvernement, notamment par le moyen d'un coup d'État constitutionnel. Il est donc clair que les institutions de Bretton Wood, celles de l'Union européenne, ainsi que les institutions de nos partenaires bilatéraux, tel que le Département d'État Américain seront amenées à fermer encore plus radicalement le robinet financier vers notre pays.

**4. *La fragilisation socioéconomique du pouvoir de Bangui aura pour effet mécanique de rallumer les vellétés guerrières des groupes armés***

Des signes avant-coureurs sont déjà visibles : la modification de la Constitution risque d'être prise comme prétexte par les groupes armés, notamment à la CPC, pour prendre leur revanche armée. Autrement dit, en modifiant la loi mère, le pouvoir de Bangui leur aura offert sur un plateau l'argument de légitimité qui leur manquait.

Ce risque sécuritaire est sérieux, et il pourrait bien réduire à néant les fruits de la reconquête, ces derniers temps, d'une importante partie du territoire par les Forces armées centrafricaines (FACA) avec leurs alliés.

**5. *La modification de la Constitution donnera le signal d'une remise en cause systématique de la loi fondamentale, et donc d'une instabilité démocratique chronique***

Avec cette modification de la Constitution, plus rien ne pourra être comme avant. Comment en effet espérer obtenir des régimes qui succéderont à celui du Président Touadéra le respect de la loi mère ? La tentation du « remake » sera la plus forte. La chevauchée actuelle ouvrira ainsi grandement la porte à une instabilité démocratique sans précédent et permanente, car plus personne ne voudra respecter les lois qui fondent la République.

**6. *Nous assisterons à un règne total de la force brute***

Quand le régime écrase et opprime, le Peuple croupit. Il ne fait plus de doute aujourd'hui que le pouvoir du président Touadéra est caractérisé par l'autoritarisme. La modification de la Constitution ne pourra qu'accentuer cet

autoritarisme au mépris des libertés individuelles et démocratiques chères à toute Nation.

**7. *La restriction des libertés citoyennes s'accompagnera tout naturellement de répression et d'atteinte aux principes démocratiques...***

Comme on a pu l'observer au Burkina Faso à l'époque de Blaise Compaoré et, plus récemment, en Guinée et en Côte d'Ivoire, la modification de la Constitution entraînera dans son sillage la répression et la mort. La RCA aura cessé d'être une République des libertés et un État démocratique. Il aura rejoint le cercle des dictatures, en compagnie (funeste) de la Corée du Nord, de la Russie, etc.

**8. *Enfin, ce sera la voie libre à une vraie insurrection populaire***

Aux lois injustes, la désobéissance civile, dit-on. Même si le Peuple, dans sa grande majorité, est atteint du syndrome de Stockholm qui l'amène à défendre ses bourreaux, le poids de la dictature qui se sera installée finira fatalement par provoquer une insurrection populaire. Aucun régime ni aucune armée, fussent-ils les plus puissants ne peuvent remporter une guerre engagée quand celui qu'ils ont choisi pour ennemi est le peuple ! L'histoire de la chute de l'empire de Bokassa devrait édifier nos gouvernants de l'heure



**Ben Wilson NGASSAN** est Journaliste-écrivain Centrafricain. Observateur averti de la scène politique, il incite à l'éveil des consciences face à ce qu'il qualifie de « tragédie centrafricaine ». Pour lui, le troisième mandat ouvrira sans doute la voie à une nouvelle crise sans précédent. Cette chronique est l'extrait de son manuscrit intitulé : « *Il faut sauver le soldat Centrafrique !* ».